

# L'open access, un enjeu démocratique pour la recherche

Longtemps fermé, le monde de l'édition scientifique est bouleversé par l'essor de nouvelles technologies qui facilitent l'accès de tous aux travaux des chercheurs. Reste une question essentielle: à qui appartient la connaissance?

TEXTE | *Jean-Christophe Piot*

«*Publish or perish*»: la formule en dit long sur la place de l'édition dans le monde scientifique. Essentielles à leurs carrières, les publications des chercheurs sont le mètre étalon de leur productivité et de la qualité de leurs travaux. Les hautes écoles y sont tout aussi attentives: leur visibilité, leur réputation et leur attractivité dépendent largement de ce critère, essentiel dans les classements internationaux.

Incontournable, l'édition scientifique reste un marché captif que les éditeurs de revues spécialisées se sont fait un plaisir d'exploiter. Les 30'000 titres du secteur représentaient en 2012 un chiffre d'affaires global de 21 milliards de dollars. De quoi conduire à certaines dérives: conditions de publication obscures, comités de lecture opaques, soupçons de favoritisme... Conséquence: alors que la recherche tend à se concentrer sur les sujets les plus en vogue, près de la moitié des articles produits ne sont jamais édités. Or, «un article qui n'est pas publié représente un travail invisible, donc perdu», constate Christine Pirinoli, responsable de la coordination des recherches, HESAV - Haute Ecole de Santé Vaud.

## La frustration des scientifiques

A la frustration des scientifiques s'ajoute celle de l'ensemble du milieu universitaire, agacé de voir

la circulation du savoir ainsi compromise. Pour René Schneider, spécialiste d'information documentaire à la Haute école de gestion de Genève - HEG-GE, «cette forme de privatisation d'une activité publique n'est pas acceptable. Les citoyens doivent pouvoir accéder librement à la recherche qu'ils financent!». Un vœu pieux à l'heure où les bibliothèques universitaires elles-mêmes ne parviennent plus à assumer l'augmentation du coût des abonnements, multiplié par quatre ces vingt-cinq dernières années.

Opacité, coûts prohibitifs... L'enjeu n'est pas mince pour le grand public, financeur de publications qui lui restent largement invisibles. Dans ce contexte tendu, l'open access a pris un poids considérable, amplifié par les nouvelles technologies, le web et la croissance exponentielle des capacités de stockage numérique. Né dans les années 1990 puis formalisé dans le

### La recherche en chiffres

- 1'800'000 articles de recherche sont publiés chaque année.
- En 2012, moins de 20% des publications étaient librement accessibles.
- Le nombre de publications augmente de 2,3% par an depuis 1995 (17% en Chine).
- 30% de la recherche helvétique est financée par des fonds publics.



La version complète  
de la revue est en vente  
sur le site  
[www.revuehemispheres.com](http://www.revuehemispheres.com)

Spécialiste en  
information  
documentaire,  
René Schneider  
considère que  
la grande  
tendance à venir  
de l'open access  
concernera  
l'accès aux  
données brutes  
des recherches.

cadre de l'Initiative de Budapest de 2001, le terme désigne «l'accès immédiat, permanent, libre, électronique et gratuit aux publications scientifiques», résume Martine Stoffel, collaboratrice scientifique à l'Académie suisse des Sciences humaines et sociales. En 2012, l'Union européenne et l'administration Obama ont adopté cette position. En Suisse, la position des acteurs publics est claire: «Les recherches doivent être accessibles aux citoyens qui les financent», explique Dimitri Sudan, chef de division au Fonds national suisse, chargé de soutenir différents projets de recherche dans toutes les disciplines. Le Fonds prévoit d'attribuer en priorité ses subventions aux équipes qui s'engageront à publier leurs travaux en open access.

Il n'est pas question pour autant de contester le rôle des revues scientifiques dont le travail de sélection et de validation doit être rémunéré à sa juste valeur. En revanche, «les règles qu'elles

imposent parfois privent les scientifiques de la maîtrise de la diffusion de leurs propres travaux. L'open access répond à l'une des grandes missions de la recherche publique: la démocratisation du savoir», explique Christine Pirinoli.

### Route verte, route dorée

Concrètement, les chercheurs disposent de deux possibilités qui viennent compléter le circuit traditionnel. La première, appelée *Green Road*, consiste à mettre en ligne librement, généralement sur les sites de leurs institutions, des travaux parallèlement publiés dans les revues papier. La seconde, la *Golden Road*, repose sur la publication d'articles dans des revues scientifiques Open Access. Comme pour les publications classiques, les scientifiques ou leurs établissements paient les éditeurs qui mettent ensuite les articles à la disposition des internautes. Les contributions des chercheurs servent à financer les frais d'hébergement et le processus de validation assuré par les comités scientifiques. Quelle que soit sa couleur, l'open access a de l'avenir: la quasi-totalité des éditeurs traditionnels se sont positionnés sur ce nouveau modèle, proposant au passage des services destinés à enrichir les contenus proposés: images, vidéos, moteurs de recherche...

En permettant aux scientifiques de reprendre le contrôle de leur production, l'open access rebat les cartes du partage d'un savoir rendu plus transparent et plus accessible. Outre qu'il ouvre potentiellement l'espace de la recherche publique à tous les esprits curieux, il pourrait favoriser l'émergence de nouveaux indicateurs de reconnaissance académique: commentaires, évaluations des internautes, nombre de téléchargements, de visites... Autant de critères susceptibles de rompre avec le défaut du système actuel, principalement basé sur le nombre de citations obtenues.

D'autant que, déjà, d'autres débats se font jour: «au-delà de la publication des résultats des études, la grande tendance de l'open access concernera de plus en plus l'accès aux données brutes», explique René Schneider. Une révolution culturelle, qui ne met évidemment pas tous les chercheurs d'accord, car elle comporte d'immenses enjeux scientifiques. ☞